

OUVERTURE DE LA DERNIÈRE SESSION DE PRINTEMPS DU PARLEMENT

Une cinquantaine de lois,
pour commencer !

Le Parlement reprend dès aujourd'hui, mercredi, ses travaux avec l'ouverture officielle de la session de printemps 2016, la toute dernière du genre. En vertu de la nouvelle Constitution qui entrera en vigueur incessamment, il ne sera plus question à l'avenir de deux sessions pour le Parlement, l'une d'automne, l'autre de printemps, mais d'une seule et unique session annuelle de dix mois, entre septembre et juillet.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Bouteflika avait sciemment retardé la signature de la loi portant révision de la Constitution, adoptée le 7 février dernier par les parlementaires, pour que cette dernière session dite de printemps ne soit pas anti-constitutionnelle, justement. Il dispose du reste d'un délai d'un mois franc, c'est-à-dire jusqu'au 8 mars prochain au plus tard pour se faire.

La nouvelle Constitution deviendra effective, officielle et entrera en vigueur dès sa publication au *Journal officiel*. Et c'est à partir de ce moment-là, que «tout» commencera.

Comme conséquence immédiate de cette entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, l'on aura

affaire à une pléthore de lois à amender, à mettre en conformité ou tout simplement à mettre en place.

Les amendements introduits dans la nouvelle Constitution, une centaine au total, se traduiront inévitablement sur une refonte quasi intégrale de toute la législation nationale et dans presque tous les domaines ! Cela va du code pénal, à la loi électorale en passant par toutes les autres lois simples ou organiques régissant les institutions, anciennes comme nouvelles, etc.

D'emblée, il sera question de revoir la loi organique régissant les relations entre les deux Chambres du Parlement, à savoir l'Assemblée populaire nationale et



Photos : Samir Sid

Un ordre du jour extrêmement lourd.

le Conseil de la nation, et le gouvernement.

Cette loi, adoptée sous Zeroual en 1998, sera caduque dès l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution.

Outre cette loi, les différents départements ministériels, notamment celui de la justice ont, d'ores et déjà, préparé pas moins de 35 nouveaux textes de lois qu'ils soumettront à cette session de prin-

temps, nous apprend une source fiable. Autant de textes qui s'ajouteront aux autres textes «classiques» qui sont déjà déposés au niveau de l'APN ou en cours d'élaboration, notamment par le ministère de l'Industrie et des Mines, environ une dizaine.

Ce qui en fait déjà un ordre du jour extrêmement lourd pour une session qui durera quatre mois, sans compter les différentes séances consacrées habituellement aux questions orales ou écrites adressées au gouvernement.

Pour le Parlement, le plus médiocre de toute l'histoire de l'Algérie, cela est même trop, évidemment. Certainement, dès lors, qu'une grosse partie de cet ordre du jour sera «léguee» à la prochaine session, celle de septembre 2016 à juillet 2017 avec, faut-il toutefois le rappeler, une fin de mandat pour l'actuelle Assemblée en mai de la même année et où devraient se tenir de nouvelles élections législatives.

K. A.

NOUVELLE CONSTITUTION

L'adoption des lois organiques «priorité»
de la session de printemps du Parlement

La question de la promulgation de la nouvelle Constitution «relève des prérogatives du président de la République. Il reste que c'est imminent», a affirmé hier, Tahar Khaoua, ministre chargé des Relations avec le Parlement, se disant néanmoins incapable d'avancer une date précise pour la promulgation.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Tahar Khaoua, invité de la Chaîne 3, a affirmé hier à propos de l'ouverture de la session de printemps du Parlement, qu'elle a lieu aujourd'hui conformément à l'article 5 de la loi organique 99-02 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le gouvernement) alors que la nouvelle Constitution ne prévoit qu'une session unique, expliquant cela par le fait que la nouvelle Constitution n'est pas encore promulguée. L'article en question stipule que «L'Assemblée populaire nationale et le Conseil de la nation siègent en sessions de printemps et d'automne. La session de printemps débute le deuxième jour ouvrable du mois de mars». Cela étant, l'ouverture de la session de printemps se fera donc ce 2 mars, conformément à l'article 5 susmentionné.

«Dès lors que nous n'avons pas encore adopté de loi organique en adéquation avec les mesures introduites par la nouvelle Constitution, nous nous devons d'appliquer la loi organique 99-02 et surtout son article 5 qui précise la date de l'ouverture de la session», a encore ajouté Khaoua.

Le ministre chargé des Relations avec le Parlement notera que l'adoption des lois organiques découlant de la nouvelle Constitution «sera la priorité» de la session de printemps du Parlement, et ce pour les «mettre

en cohérence» avec le texte de la Constitution. A l'exemple de la loi organique régissant le fonctionnement du Parlement avec le gouvernement.

Il a annoncé qu'une commission mixte composée du parlement avec ses deux chambres et le ministère chargé des Relations avec le Parlement a été mise en place, laquelle commission se penche sur cette loi qui devrait être déposée dès que la Constitution sera promulguée.

Cela est tout aussi valable pour ce qui est des autres lois organiques, signale Khaoua.

Et parmi les lois organiques qui devront être votées, figure bien entendu celle relative à l'article 51 tant controversé, interdisant l'accès aux hautes fonctions de l'Etat aux binationaux.

L'invité de la radio a estimé que «trop d'amalgame» a été entretenu autour de cet article, notamment sur sa «vraie lecture», signalant que cette disposi-

tion nécessite d'être suivie par une loi organique pour mieux l'expliciter.

Par ailleurs, Khaoua a estimé qu'avec certaines dispositions apportées par la nouvelle Constitution, l'activité parlementaire entrera dans une «nouvelle dynamique», avec notamment la possibilité pour l'opposition parlementaire de saisir le Conseil constitutionnel pour contester certaines lois.

Y. D.

LE PROJET DE SA DÉCLARATION POLITIQUE A ÉTÉ ADOPTÉ

Le sommet de l'opposition aura lieu
le 30 mars à Zéralda

Le second congrès de l'opposition se tiendra finalement le 30 mars prochain au niveau de la Mutuelle des travailleurs des travaux publics de Zéralda, à l'ouest d'Alger.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - L'Instance de concertation et de suivi de l'opposition, issue de la première conférence de l'opposition tenue le 10 juin 2014 à Zéralda, tiendra son second congrès le 30 mars prochain.

Ceci à la faveur de la disponibilité d'une structure d'accueil, la coopérative des travailleurs des travaux publics de Zéralda dont la direction a tout récemment donné son accord de principe, ne reste donc que le sésame des services de la wilaya d'Alger qui seront incessamment sollicités dans ce sens.

C'est ce que nous avons appris, hier mardi, auprès de Abdelaziz Rahabi, membre de l'Icso à titre de personnalité nationale qui soutient que la commission logistique mise en place en vue de ce second grand rendez-vous de l'opposition a eu toutes les difficultés du monde pour dénicher cette structure. «Nous avons fait le tour de toutes les infrastructures à même de pouvoir accueillir notre congrès au niveau des wilayas d'Alger, Boumerdès et Blida.

Ne croyez surtout pas que c'est une partie de plaisir pour des

partis d'opposition de pouvoir dénicher un endroit public où activer», poursuit-il. Ceci pour répliquer à ceux qui accusent cette opposition de manquer d'initiative, voire de perspective et de se contenter de réunions et de communiqués.

«A ce que je sache, les partis qui composent l'Icso activent régulièrement», estime encore Rahabi pour qui c'est la première fois dans l'histoire du pays que des partis politiques, parfois antagoniques, se réunissent régulièrement dans le pays et pas à l'étranger. Ils débattent sincèrement et franchement et arrivent à se positionner collectivement à l'égard de nombre d'événements». Et à l'ancien ministre et ex-diplomate

de signifier que contrairement à ce que certains distillent, l'opposition «n'est pas dans une perspective de coup d'Etat, mais plutôt dans celle d'une transition démocratique consensuelle». Rahabi ajoute encore que cette même opposition est en train de «gagner des espaces au quotidien».

A propos du second congrès de l'opposition prévu donc, le 30 mars prochain, l'ex-ministre affirme être globalement optimiste quant à la présence à ce conclave d'autres partis et personnalités, soutenant que le projet de déclaration politique a été adopté lors du tout dernier sommet de l'Icso, dimanche dernier.

M. K.